

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Le-Venezuela-face-aux-prochaines-elections-presidentielles>

Le Venezuela face aux prochaines élections présidentielles

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : dimanche 23 décembre 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Lors des élections régionales du dimanche 16 décembre, le chavisme a à nouveau gagné par une vaste majorité après avoir remporté les présidentielles d'octobre. Ainsi a été réaffirmée, une énième fois, sa légitimité démocratique et sa grande assise populaire. Mais, bien que le pourcentage de différence entre les partisans du gouvernement et ceux de l'opposition de droite, était presque le même, la participation de l'électorat fut nettement moindre (puisqu'il y a eu une abstention de 46 % contre 22% lors des présidentielles). Cette désertion de la bataille électorale s'explique en partie par une lassitude après tant de campagnes mais, surtout, par la désillusion de la droite devant la victoire de Chavez lors de l'élection présidentielle et la déception devant la quasi certitude que le même résultat allait se répéter étant donné qu'à peine moins de trois mois s'étaient écoulés et, dans le camp de l'électorat chaviste - un million dont certains n'ont pas écouté l'appel du président à balayer l'opposition, ni celui du vice-président à démontrer par le vote l'amour de Chavez en danger de mort - s'explique en revanche parce qu'il ne s'agissait plus de choisir entre Chavez et Capriles mais parmi des candidats au poste de gouverneurs et de parlementaires locaux beaucoup moins populaires que Chavez et surtout remis en question parce que dans la liste officielle plusieurs n'ont pas été choisis par la base (à tel point que 18 de 20 gouverneurs chavistes récemment élus sont des militaires).

Maintenant il est presque impossible que le président Hugo Chávez puisse assumer sa charge le 10 janvier ce qui, selon la Constitution, oblige à une nouvelle élection présidentielle au terme d'un mois. Le candidat sûr de l'opposition, assez fragmentée après ses échecs successifs, est l'ex-candidat présidentiel Capriles, aujourd'hui gouverneur de l'important état stratégique de Miranda. Celui de la coalition du gouvernement devrait encore être choisi théoriquement lors d'une élection primaire mais il est possible que ce soit, par consensus, l'actuel vice-président Nicolás Maduro, désigné par Chávez comme son successeur parmi un groupe choisi qui était aussi composé par le représentant politique de l'entreprise pétrolière de l'Etat PdVsa, celui de l'armée (dont le haut commandement a renouvelé) et celui du parti, qui est le secteur le plus bureaucratique de l'État.

Ainsi le Venezuela connaîtra probablement des élections présidentielles, vers la fin de février, et des municipales, en juin, mais l'important ne sont pas tant les alignements politico-institutionnels mais le possible comportement des classes et des sous-groupes sociaux et des pouvoirs de facto.

Il est probable dans ce sens que s'accélère la désertion de grande partie de la bourgeoisie importatrice et industrielle vénézuélienne du bloc perdant (dont le candidat essaie de surcroît, d'être en compétition avec Chavez feignant d'être à gauche de celui-ci, chose qui ne plaît en rien à ses soutiens) comme l'indiquent des communiqués de Chambres patronales. Il est également probable que ce secteur de la droite sociale frappe aux portes des appareils et des instituts plus à droite du chavisme (le parti et l'armée) pour, avec la bolibourgeoisie (la bourgeoisie corrompue née de la proximité de celles-là mêmes), occuper une place dans l'élaboration des politiques du Venezuela post-Chavez. Étant donné que dans l'appareil politico-étatique chaviste existe depuis un moment un secteur qui cherche à établir des ponts avec ce secteur capitaliste et le séparer de la droite politique et de Washington, il sera très important de voir si Chavez, bien qu'il n'exerce pas la présidence, est en condition physique de faire pression par son autorité politique même hors du gouvernement. En effet, indépendamment du fait que Maduro soit choisi, comme le souhaite le président, le processus sera différent dans le cas où l'énorme appui populaire au chavisme continue mais désorganisé et ne trouve pas un leader qui s'appuie en partie sur lui et, par conséquent, ne peut pas freiner l'évolution vers le centre-droite des appareils étatiques ou si, au contraire, le pouvoir éventuel de Chavez depuis l'arrière trône réussissait à compenser la tendance croissante de l'appareil militaire à occuper le premier plan de la politique nationale et à renforcer les aspects qui, dans l'économie vénézuélienne, unissent les entreprises privées avec les publiques, toujours conduites comme si elles étaient aussi privées, et avec le capital financier international.

Les élections successives sont un obstacle pour l'organisation de la force et du pouvoir populaire et, au contraire, favorisent le poids des appareils et les manœuvres et négociations chez les candidats, c'est à dire, la tentative de la bourgeoisie vénézuélienne de commencer à faire partie du groupe de ceux qui décident, mais directement et non

Le Venezuela face aux prochaines élections présidentielles

plus à travers des intermédiaires ou des médiateurs. La réorganisation de la force du peuple vénézuélien a comme terrain propre les quartiers, les entreprises, dans une certaine mesure même les syndicats, l'auto-organisation, l'autogestion, et non le siège des partis chavistes, qui se attachent en échange de gagner deux élections successives (entre février et mars et en juin) et à placer ses propres coqs dans l'arène.

Dans les changements politiques et les remplacements actuels dans l'establishment, une menace apparaît contre ce pouvoir populaire qui a déjà imposé Chávez en tant que président quand il est sorti de la prison du vieux régime et il l'a réimposé au gouvernement quand les forces politiques et sociales de la droite ont réussi à le faire tomber et à l'emprisonner. Le dit pouvoir s'est politisé et il est quasi intact mais il ne s'identifie pas avec l'appareil étatique chaviste, dont le séparent les différences d'objectifs de classe parce que le premier veut sincèrement une politique anticapitaliste (et, par conséquent, n'est pas adorateur de l'État) et le deuxième cherche en revanche le capitalisme national et réformiste et l'État fort et centralisateur. Par conséquent l'essentiel est l'indépendance politique des travailleurs, y compris face à l'État qu'ils défendent et soutiennent de toutes leurs forces face à l'impérialisme et aux agents locaux de celui-ci.

Guillermo Almeyra para La Jornada de México

[La Jornada](#). México, le 23 décembre 2012

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo](#). París, 23 de diciembre de 2012.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).